



Le réseau québécois des bio-industries et des sciences de la vie
The Quebec Bio-Industries and Life Sciences Business Network

**Notes pour une allocution de Mme Anie Perrault, Directrice générale de BioQuébec
Lors d'une séance du Comité permanent de la santé des Communes sur les lignes directrices
du Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés
Le vendredi 4 juin 2021**

Monsieur le Président du Comité permanent de la santé (Ron McKinnon (Lib)),
Mesdames, Messieurs les membres du Comité,

Merci d'accueillir BIOQuébec dans cette discussion hautement stratégique.

Mon nom est Anie Perrault, c'est un privilège de m'adresser à vous aujourd'hui à
titre de directrice générale de BIOQuébec.

BIOQuébec représente plus de 150 organisations; ce sont des entreprises
québécoises, des biotechs (qui sont en phase recherche et développement), des
sociétés de recherche contractuelles, des sociétés de recherche pré-clinique et
clinique et des investisseurs en capital de risque. Nous sommes présents sur tout
le parcours de l'innovation, de la recherche à la commercialisation.

Ce que nous avons devant nous est inquiétant et inquiète les membres de
BIOQuébec. Et cette inquiétude est exacerbée par la pandémie de COVID-19.

Le CEPMB a été constitué dans les années 80 avec un rôle de surveillance limité. Il
s'agissait de prévenir l'exercice abusif d'un droit d'exclusivité, le brevet. C'est la
raison d'être du Conseil.

L'encadrement du prix des médicaments relève des provinces qui gèrent la santé
et comme au Qc, un programme d'assurance-médicaments public; il existe déjà

des moyens pour contrôler les prix, comme l'APP et notamment par la négociation d'ententes d'inscription.

L'innovation demande du temps. Des moyens. Et des bons nerfs. C'est une combinaison de risques financiers, de stratégies d'entreprises et de savoirs scientifiques. Elle se fait dans un contexte stable, prévisible, qui tient compte du marché local, dans un environnement global.

J'aimerais souligner que les risques financiers que prennent nos entrepreneurs sont beaucoup plus important dans le secteur des biotechnologies que dans n'importe quel autre secteur. Une entreprise de biotechnologie, et ses partenaires financiers, investissent pendant des années sur des projets avant de savoir si les médicaments qu'ils visent à produire auront une certaine rentabilité.

Et avec l'accroissement de la médecine de précision et des thérapies ciblées, il en coûte tout aussi chers pour développer un médicament, mais qui bénéficie à de plus petites populations, augmentant davantage les risques.

C'est tout cet équilibre fragile et complexe que le nouveau règlement du CEPMB viendrait briser. À notre avis :

- Le nouveau régime tarifaire risque de contrecarrer des projets d'investissement.
- L'entrée sur le marché de médicaments novateurs pourrait être compromise, avec un impact direct sur des patients.
- Le nouveau règlement fait aussi qu'une compagnie ne peut plus savoir à l'avance comment elle pourra récupérer ses investissements.

Qui dans un tel contexte se risquerait dans un grand projet d'innovation en santé au Canada?

La réforme proposée est selon nous mal orientée, mal appuyée, mal avisée.

Nous essayons de sortir d'une crise sanitaire qui mets en évidence l'importance pour le gouvernement d'appuyer le secteur des sciences de la vie, pas de l'étouffer comme le fait la proposition de réforme.

Il n'y a pas pire moment pour déstabiliser l'écosystème d'innovation en santé.

Il faut retirer ce mauvais projet de règlement – à tout le moins le suspendre - et reprendre la discussion à tête reposée dans quelques mois.

Il faut réfléchir à la contribution du CEPMB, ben sûr, mais surtout il faut réfléchir à l'écosystème des sciences de la vie non pas uniquement dans un contexte de réforme des prix des médicaments mais avec l'intention de mettre en place une stratégie canadienne globale des sciences de la vie, qui inclura les aspects tant de santé des Canadiens que les aspects de recherche, d'innovations, de développement économique pour tout un pays. Une telle stratégie existe au Québec mais elle n'existe pas au Canada. Il faut cesser de réfléchir en silo. La pandémie nous aura appris une chose importante : le secteur des sciences de la vie, celui qui nous permet aujourd'hui de reprendre espoir en une vie plus normale grâce aux vaccins qu'il a développé, est un secteur porteur pour le Canada. Un secteur avec qui le gouvernement doit travailler de concert, pas travailler contre.

Avec moi aujourd'hui, M. Paul Lévesque, président de Theratechnologies, une entreprises biotech québécoise qui a développé et mis en marché deux médicaments pour les patients porteurs du virus VIH et qui en développe d'autres actuellement en oncologie et en maladies hépatiques. Paul s'est joint à Theratechnologies après avoir accumulé 35 années d'expérience dans l'industrie pharmaceutique innovante dont 28 ans chez Pfizer inc.

Paul a passé la moitié de sa carrière professionnelle à l'extérieur du Canada afin d'assumer différents rôles en marketing et en gestion en Europe, en Asie et aux États-Unis. Sa dernière affectation fut de diriger l'unité d'affaires mondiale des maladies rares en étant basé dans la ville de New York.

Paul détient un BSc en biochimie de l'université Laval et un diplôme en gestion de l'université McGill..

Nous serons heureux de répondre à vos questions mais avant j'aimerais que M. Lévesque vous explique pourquoi il était important pour lui, chef d'une entreprise entièrement québécoise et qui fait notre fierté, d'être ici aujourd'hui.

Merci.